

BUDGET 2006 et AVENIR DES FINANCES PUBLIQUES : UN DEFI A TOUS LES NIVEAUX POUR LES SOCIALISTES AUSSI

J'écris ces lignes à la veille du débat parlementaire sur le budget 2006 du canton. Un rapide coup d'œil sur les cantons voisins, en particulier Genève et Neuchâtel où nos camarades sont maintenant aux commandes, nous permet de mesurer le chemin déjà parcouru dans notre canton : la planification financière annoncée par le Conseil d'Etat en début de législature est en voie d'être tenue et il n'est pas complètement utopique de penser que les finances seront équilibrées en 2007, ce qui n'est plus arrivé depuis 15 ans. Si l'on peut se réjouir que le canton retrouve bientôt la faculté d'investir correctement et d'entreprendre des projets d'avenir, il ne faut pas occulter les sacrifices qui ont été demandés. Après de beaux discours en début de législature sur « la symétrie des sacrifices », force est de constater que les budgets précédents ont été marqués par des coupes successives dans les prestations et une forte pression sur les salaires de la fonction publique qui a contribué à hauteur de 180 millions à l'assainissement des finances. Les recettes nouvelles ont par contre passé à la trappe avec l'aide acharnée de la droite dure pour laquelle le démantèlement de l'Etat tient lieu de programme politique !

Le budget 2006 est toujours marqué par la rigueur. Nos deux Conseillers d'Etat se sont battus pour éviter autant que possible de nouvelles coupes dans les prestations. Les enveloppes pédagogiques n'ont pas été touchées, les coupes dans les EMS évitées, les subsides pour l'assurances maladie augmentés, un salaire minimal sera introduit dans le secteur parapublic et la loi d'accueil de jour des enfants est enfin débloquée. Cependant, la réalité difficile vécue sur le terrain jour après jour ne doit pas être occultée. **Les policiers et les gardiens de prison sont en sous-effectifs, de même que l'ordre judiciaire, alors que la population demande une présence policière de proximité et une justice rapide et efficace. La pénibilité des professions enseignantes, du social ou de la santé augmente, les employés de l'administration sont sous pression, mais les salaires stagnent depuis des années.**

Dans ce contexte, **les communes**, qui affichent globalement des finances en bonne santé, **sont appelées à contribuer à l'effort de solidarité** à hauteur de 28 millions. Après le 1^{er} débat au Grand conseil, les communes riches ont déjà réussi à obtenir la suppression des 11 millions des gains immobiliers : les socialistes ont annoncé la couleur, il est exclu de les compenser par quelque coupe supplémentaire ! Je ne sous-estime pas les modifications successives qui touchent les finances des communes – post numerendo, taxations tardives, péréquation horizontale, 28 millions, RPT dès 2008 – et qui compliquent l'élaboration des budgets communaux. Mais **n'oublions pas trop vite que ces changements contribuent à une plus grande équité entre les habitants de ce canton : c'est une revendication de longue date des socialistes !**

Une bonne gestion ne peut se faire que sur l'ensemble des entités publiques, communes et canton. Les politiques doivent prendre leur responsabilité et entamer sans tarder des négociations constructives, sur le long terme, spécialement dans la perspective de l'entrée en vigueur de la nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT). **Laisser la place une fois de plus dans ce débat aux fossoyeurs de l'Etat en soutenant un éventuel référendum est indéfendable. Par contre, la constitution de communes plus grandes contribuera à une meilleure gestion au service de la population. Beau défi pour les socialistes qui sont élus dans les communes !**

Josiane Aubert, présidente du PSV